

transports

LGV : " Il faut préserver les Bois de Saint-Pierre "

Un collectif se mobilise à Smarves contre la LGV Poitiers-Limoges qui " écorne la propriété de la ville de Poitiers " et est " très appréciée de ses habitants ".

C'est la tranquillité du parc qui est en cause, met en exergue Cédric Sanglier qui a passé toute son enfance dans les Bois de Saint-Pierre : il habitait juste à côté. Un collectif s'est constitué à Smarves auquel il a tout de suite adhéré. Il milite « pour la défense du Bois de Saint-Pierre », propriété de la ville de Poitiers, bien que situé sur le territoire de la commune de Smarves.

Une pétition et une marche

L'un des tracés-tests écorne le parc par le sud-ouest, passe tout près de la piscine pour se diriger vers le hameau des Quatre-Assiettes et remonter vers Saint-Benoît, en longeant la D 741 Poitiers-Gençay. Cédric Sanglier : « Il vient ici des centaines de personnes qui veulent profiter du calme et de la piscine, proposer des randonnées à poneys à leurs enfants, visiter le zoo, suivre les chemins de randonnée, faire une partie de mini-golf. C'est le seul parc d'attraction gratuit autour de Poitiers. Avec le TGV à côté, ce sera fini. »



Les adhérents du collectif de Smarves veulent associer à leur mouvement les visiteurs des Bois de Saint-Pierre.

(Photo NR)

Le Collectif ne se bat pas seulement contre un tracé, mais contre le projet dans son ensemble. « La LGV Poitiers-Limoges est une bêtise coûteuse. » Il fait sienne l'argumentation du maire de Smarves, Philippe Barrault (lire ci-dessous) qui conteste la rentabilité économique de la ligne : « Onze allers-retours par jour pour une ligne qui coûtera 1,7 milliard

d'euros, la rentabilité est loin d'être assurée. » Le collectif de Smarves collecte chaque dimanche des signatures auprès des visiteurs. Les 27 et 28 juin, il indique en avoir réuni 1.200. Il devait en avoir autant hier soir. Les militants ont ouvert plusieurs sites internet (1). Fin juillet, ils prévoient d'installer des bottes de paille le long de

la RD 741. Le deuxième week-end de septembre, plusieurs marches convergeraient vers le Bois de Saint-Pierre. Un appel aux associations de marcheurs et de VTTistes est lancé.

Jean-Jacques Boissonneau

(1) contrelgvsmarves@yahoo.com
groupes.fr

à chaud

Smarves : " Ce n'est pas un bon projet. "

Philippe Barrault, le maire de Smarves, souligne avec force : « Les hypothèses de tracé mutileraient à jamais le territoire des communes au sud de Poitiers. Le sacrifice que nous devrions consentir au nom de l'intérêt général repose sur une série de décisions politiques malencontreuses, sans réel fondement économique, ni vision d'avenir. « Sans dénier le droit aux Limousins d'accéder à la grande vitesse, la décision de faire passer le trafic TGV des régions Poitou-Charentes et Limousin par la gare centrale de Poitiers

condamne le développement du réseau ferroviaire du grand Centre-Ouest. « Maintenir la circulation de tous les trains TGV, TER et fret dans la vieille gare de Poitiers et par le goulet d'étranglement du tunnel de l'avenue de la Libération est une erreur. » Une gare est envisagée à Poitiers sur le stade de l'ASPTT, route de Parthenay. « Quand elle sera réalisée, comment se fera l'interconnexion des TGV vers Limoges depuis cette gare ? Et qui assumera les déficits d'une ligne Poitiers-Limoges non rentable ? »

réaction

Ligugé : le conseil refuse le tracé ouest

A l'unanimité jeudi soir, le conseil municipal de Ligugé a pris position « contre le tracé ouest » de la ligne à grande vitesse Limoges-Poitiers qui doit passer sur le lotissement en construction de « La Brassaise ». Les habitants de ce lotissement (NR de vendredi) ont exprimé leur colère en découvrant ce tracé, non prévu initialement, et qui doit s'interconnecter non pas avec la ligne TGV actuelle Poitiers-Bordeaux, ni même avec la ligne TER Poitiers-Limoges, mais avec la ligne Poitiers-La Rochelle à hauteur du « Poiré », au nord-ouest des bois

de Givray. Le maire, Bernard Mauzé, a insisté sur « les conséquences catastrophiques pour Ligugé ». L'opposition, conduite par Jean-Philippe Ruaud, l'a assuré de son soutien. Il a été décidé d'envoyer un courrier au préfet, aux parlementaires et aux conseillers généraux pour dénoncer très officiellement ce tracé ouest. En revanche, le conseil n'a pas pris position sur un autre tracé qui se raccorde directement sur la ligne TGV actuelle Paris-Bordeaux à hauteur de l'abbaye après avoir « tangenté » Port-Seguïn.

••• Les financeurs aujourd'hui à Limoges

> **Le comité de suivi** de la LGV Poitiers-Limoges se réunit aujourd'hui à la préfecture de la Haute-Vienne avec le comité des financeurs.
> **Une zone préférentielle** de passage devait être dessinée fin juin. On y est. Cette zone sera-t-elle dévoilée ce lundi ?
> **L'étape suivante** portera sur le choix du tracé, les études

de trafic et de rentabilité économique. Les conclusions seront connues dans un an.
> **Dès le mois de juin**, RFF a mis en ligne sur Internet un certain nombre de « tracés tests ».
> **Côté Poitiers**, quatre « tracés tests » ont été dessinés. Le plus au nord se rapproche de la ligne TER Poitiers-Limoges

actuelle, les sinuosités en moins. Elle se raccorde à Saint-Benoît (Passelourdain) sur Paris-Bordeaux.
> **Un deuxième tracé** rejoint Les Roches-Prémarie, frise la zone économique et remonte vers Smarves en suivant la RD 741 Poitiers-Gençay pour se raccorder au même endroit.
> **Un troisième tracé** se sé-

pare du précédent aux Roches-Prémarie et rejoint Paris-Bordeaux dans Ligugé à hauteur de l'abbaye. Il passe tout près des Bois de Saint-Pierre.
> **Le quatrième tracé** bifurque totalement vers l'ouest pour passer sur « La Brassaise » et rejoindre la ligne Poitiers - La Rochelle.

médias

L'UMP Poitiers soutient " une presse plurielle "

Dans un communiqué, le groupe UMP-Nouveau Centre du conseil municipal de Poitiers, par la voix de son porte-parole, Stéphane Braconnier, apporte son soutien à la presse quotidienne régionale : « Nous soutenons les journalistes, salariés et correspondants de La Nouvelle République du Centre-Ouest et de Centre-Presse dans leurs actions visant à garantir le maintien réel, et non artificiel, de deux titres et de deux rédactions autonomes à Poitiers.

« En tant qu'élus locaux, nous savons l'importance du rôle joué par la presse quotidienne régionale dans la vie locale. Nous connaissons l'implication forte des journalistes dans les dossiers municipaux. « Mais tous ces atouts, et tous les talents qui s'expriment dans Centre-Presse et La Nouvelle République, ne font vivre la démocratie municipale, à Poitiers, que parce qu'ils s'expriment à travers deux titres au contenu, à la sensibilité, aux priorités différents. Il faut à tout prix que cela puisse continuer, en maintenant deux rédactions autonomes. « Ce n'est pas la liberté de la presse qui est en cause, mais la capacité économique d'une presse libre à offrir une information plurielle. »

Les Alternatifs solidaires

Les Alternatifs de la Vienne expriment leur « solidarité et soutien aux salariés de La Nouvelle République et de Centre Presse dont l'emploi est aujourd'hui menacé, et s'associent à leur demande d'expression. » Bruno Riondet, leur porte-parole, plaide « pour qu'ils puissent exprimer leurs craintes légitimes » dans les colonnes du journal.

contacts nr

Poitiers
Rédaction : 1 ter
rue du Moulin-à-Vent
BP 119, 86003 Poitiers Cedex
tél. 05.49.60.36.36
fax 05.49.60.36.60. Courriel :
nr.poitiers@nrco.fr

Châtelleraut
Rédaction : 6, boulevard Blossac,
86100 Châtelleraut
tél. 05.49.19.12.90. Courriel :
nr.chatelleraut@nrco.fr

Chauvigny
Rédaction : 1, rue du Montauban
tél. 05.49.46.32.05. Courriel :
nr.chauvigny@nrco.fr

Abonnements
0.825.31.70.70
(n° indigo 0,15 € TTC/min).